

HAÏTI

COMPORTEMENTS COLLABORATIFS SWA : PROFILS PAYS 2017

Introduction aux profils

En 2014, le partenariat mondial Assainissement et eau pour tous (*Sanitation and Water for All* – SWA) a identifié quatre comportements collaboratifs qui, si adoptés par les partenaires gouvernementaux et de développement, peuvent améliorer les résultats à long terme et la durabilité dans le secteur de l'eau, assainissement et hygiène (WASH). SWA a également élaboré une stratégie de suivi avec un ensemble d'indicateurs pour évaluer les progrès réalisés sur les quatre comportements collaboratifs.

En utilisant des bases des données publiques, les profils pays offrent un aperçu de la façon dont les partenaires gouvernementaux et de développement appliquent les comportements. Les informations concernant les partenaires gouvernementaux et de développement sont présentées côte à côte pour mettre en évidence les réussites et encourager la redevabilité mutuelle. Les profils pays 2017 sont la première série de profils pour les Comportements Collaboratifs et ils pourront être affinés lors de la prochaine série.

Utilisation des profils

Ces profils sont conçus comme une ressource pour les pays et les partenaires de développement. Bien que les profils ne soient pas complètement exhaustifs, en rassemblant les données pertinentes disponibles, ils fournissent un aperçu général de la façon dont les gouvernements et les partenaires du développement travaillent dans le secteur et sont un point de départ pour des discussions sur la façon d'améliorer les comportements afin de renforcer la performance du secteur à long terme. Par exemple, les pays et les partenaires de développement peuvent utiliser les profils afin de voir comment ils appliquent, ainsi que d'autres, les Comportements Collaboratifs et identifier les domaines qui nécessitent plus d'efforts et /ou de ressources.

En raison des limitations de la disponibilité des données, de nombreux profils contiennent des lacunes considérables dans les données. Cependant, il est à espérer qu'ils serviront à catalyser les discussions et à déclencher des mesures pour s'assurer que ces lacunes seront abordées lors des prochains cycles de suivi.

À propos des réponses des partenaires de développement

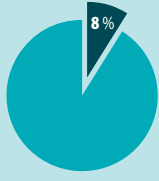
Une source principale de données pour les partenaires de développement dans les profils pays est l'enquête pour les Agences d'aide extérieure (ESA) GLAAS 2016/2017. Toutes les données des partenaires de développement dans les profils proviennent de l'enquête ESA GLAAS 2016/2017, sauf indication contraire. Pour Haïti, trois ESA^{1,2}, ont fourni des commentaires spécifiques sur le pays (sur les 25 ESA qui ont répondu à l'enquête ESA GLAAS 2016/2017). Étant donné que tous les ESA n'ont pas répondu à l'enquête ESA GLAAS pour chaque pays (ils ont été invités à répondre pour leurs 14 premiers pays), les profils pays ne capturent pas toutes les activités des partenaires de développement dans le pays. D'autres travaux sont nécessaires pour collecter plus de données concernant les ESA afin de mieux montrer leur travail dans les pays.

¹ Les trois ESA qui ont fourni des données pays spécifiques pour Haïti dans le ESA GLAAS 2016/2017 sont : BID, USAID et Water.org.

² Dans l'enquête ESA GLAAS 2016/2017, la Banque mondiale a fourni des informations sur son fonctionnement dans tous les pays. Les données de la Banque mondiale dans ce profil ne sont pas spécifiques à Haïti.

COMPORTEMENT 1

AMÉLIORER L'ORIENTATION GOUVERNEMENTALE DES PROCESSUS DE PLANIFICATION SECTORIELLE

INDICATEURS		GOUVERNEMENT	PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT
1.1	Un plan national³ pour le secteur WASH, dirigé par le gouvernement et régulièrement révisé, est en place et appliqué	★ ☆ ☆ ☆ ☆ ⁴	
	1. Assainissement	✗ Plan urbain ✗ Plan rural	
	2. Eau potable	■ Plan urbain ■ Plan rural	
	3. Promotion de l'hygiène	■	
	4. WASH institutionnel (par exemple : écoles et installations de soins)	✗ Écoles ■ Centres de soins	
	5. Politique et objectifs de couverture du plan pour des domaines WASH spécifiques	Données indisponibles	
	6. Politique et mesures spécifiques du plan pour atteindre des groupes vulnérables ⁵	✗	
1.2	Un mécanisme de coordination formel dirigé par le gouvernement impliquant les différentes parties prenantes existe pour la planification et la révision sectorielles	★ ★ ★ ★ ★	Données insuffisantes
	1. Un mécanisme formel dirigé par le gouvernement existe pour coordonner les activités des différent(e)s organisations/secteurs ayant des responsabilités WASH (santé, éducation, environnement, travaux publics, etc.)	✓	
	2. Le processus de coordination multisectoriel s'appuie sur un plan national concerté	■	
	3. Le mécanisme inclut tous les ministères et toutes les agences gouvernementales ayant une influence directe ou indirecte sur la fourniture de service	■	
	4. Le mécanisme inclut les donateurs qui contribuent aux activités WASH au niveau national	✓	
	5. Le mécanisme inclut les parties prenantes non gouvernementales (c'est-à-dire les ONG, les organisations de la société civile, les groupes de défense)	✓	
	6. Le processus de coordination est documenté et accessible au public	✓	
	7. Partenaires de développement ⁶ actifs et participant régulièrement à la plateforme de coordination nationale		■ Water.org ⁷ Données indisponibles pour les autres partenaires
1.3a	Activités WASH qui sont a) intégrées au plan national WASH OU b) conformes au plan national WASH du gouvernement dans le cadre d'un accord mutuel (par exemple, protocole d'accord, approche sectorielle)	Données insuffisantes	Données insuffisantes
	1. CINQ PRINCIPAUX MINISTÈRES DU GOUVERNEMENT / INSTITUTIONS NATIONALES (en termes de budget WASH)		
	a. Ministère des Travaux Publics / Direction Nationale de l'Eau Potable (DINEPA)	1 %	
	b. Ministère de la Santé Publique et de la Population / Direction de la Promotion de la Santé et de Protection de l'Environnement	Données indisponibles	
	c. Ministère de l'Environnement / Direction du Cadre de Vie	Données indisponibles	
	d. Données indisponibles	Données indisponibles	
	e. Données indisponibles	Données indisponibles	
	CINQ PRINCIPALES AGENCES EXTERNES DE SOUTIEN (en termes d'aide pour l'eau et l'assainissement, décaissements 2013–15)		
	a. Banque inter-américaine de développement (BID) Fonds spéciaux		Données indisponibles
	b. Canada		Données indisponibles
	c. Japon		Données indisponibles
	d. Institutions UE		Données indisponibles
	e. Suisse		Données indisponibles
	AUTRES AGENCES D'AIDE EXTERIEURE QUI ONT FOURNI DES DONNÉES SUR HAÏTI		
	f. États-Unis d'Amérique		Données indisponibles
	2. Les donateurs ont signé un accord (c'est-à-dire un protocole d'accord, un pacte) avec le gouvernement qui mentionne le soutien au plan national dirigé par le gouvernement	Pacte signé (2013) ⁸	
1.3b	Aide publique au développement (APD) allouée au renforcement/soutien ou à la mise au point (en leur absence) des processus de planification sectorielle en proportion de l'APD		
	1. Part de l'APD consacrée à l'eau et l'assainissement allouée à la politique, la gestion, l'éducation et la formation sur l'eau et l'assainissement ⁹		 ■ APD allouée pour WASH ■ Moyenne annuelle de l'APD allouée à WASH, 2013 à 2015 (32 millions US\$)

✓ Oui ; ■ Partiellement ; ✗ Non.

COMPORTEMENT 2

RENFORCER ET UTILISER LES DISPOSITIFS ET SYSTÈMES DES PAYS

INDICATEURS		GOUVERNEMENT	PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT
2.1a	Le gouvernement a défini des systèmes de gestion financière et d'approvisionnement qui respectent les bonnes pratiques largement acceptées^{10,11}	★ ★ ★ ☆ ☆	
	1. Exhaustivité des rapports financiers annuels	■	
	2. Méthodes d'approvisionnement	✗	
	3. Accès public aux informations relatives à l'approvisionnement	✗	
	4. Qualité des informations de gestion budgétaire et financière ¹²	■	
	5. Qualité de la gestion du secteur public et qualité des institutions ¹³	■	
	6. Indépendance de la Cour des comptes	Données indisponibles	
	7. La Cour des comptes publie des rapports sur le secteur WASH	■	
2.1b	La publication des budgets et dépenses du secteur public permet d'estimer le nombre de fonctionnaires travaillant aux niveaux central, régional et local pour différents secteurs¹⁴	★ ★ ☆ ☆ ☆	
	1. Degré d'intégration et de réconciliation des registres de personnel et des données sur les rémunérations	✗	
	2. Rapidité des changements aux registres de personnel et aux rémunérations	✗	
	3. Contrôles internes des changements aux registres de personnel et aux rémunérations	■	
	4. Existence d'audits des rémunérations pour identifier les faiblesses des contrôles et/ou les travailleurs fantômes	■	
2.2a	Les partenaires de développement respectent les processus et les politiques de planification du pays		Données indisponibles
	1. Pourcentage de l'APD utilisant des systèmes d'approvisionnement national (%)		
	CINQ PRINCIPALES AGENCES EXTERNES DE SOUTIEN (en termes d'aide pour l'eau et l'assainissement, décaissements 2013–15)		
	a. Banque inter-américaine de développement (BID) Fonds spéciaux		Données indisponibles
	b. Canada		Données indisponibles
	c. Japon		Données indisponibles
	d. Institutions UE		Données indisponibles
	e. Suisse		Données indisponibles
	AUTRES AGENCES D'AIDE EXTERIEURE QUI ONT FOURNI DES DONNÉES SUR HAÏTI		
	f. États-Unis d'Amérique		Données indisponibles
	2. Partenaires de développement utilisant les systèmes de gestion financière publique nationale ¹⁴		
	CINQ PRINCIPALES AGENCES EXTERNES DE SOUTIEN (en termes d'aide pour l'eau et l'assainissement, décaissements 2013–15)		
	a. Banque inter-américaine de développement (BID) Fonds spéciaux		Données indisponibles
	b. Canada		Données indisponibles
	c. Japon		Données indisponibles
	d. Institutions UE		Données indisponibles
	e. Suisse		Données indisponibles
	AUTRES AGENCES D'AIDE EXTERIEURE QUI ONT FOURNI DES DONNÉES SUR HAÏTI		
	f. États-Unis d'Amérique		Données indisponibles
2.2b	Montant de l'APD allouée au renforcement des systèmes nationaux par rapport aux projets d'infrastructure WASH		Données insuffisantes
	1. Part de l'APD pour l'eau et l'assainissement où le développement participatif et la bonne gouvernance (DPBG) sont le principal objectif (et/ou un objectif significatif)		16 % Significatif 2 % Principal
	2. Part de l'APD pour l'eau et l'assainissement destinée au renforcement des capacités/systèmes sectoriels		Données indisponibles
	CINQ PRINCIPALES AGENCES EXTERNES DE SOUTIEN (en termes d'aide pour l'eau et l'assainissement, décaissements 2013–15)		
	a. Banque inter-américaine de développement (BID) Fonds spéciaux		Données indisponibles
	b. Canada		Données indisponibles
	c. Japon		Données indisponibles
	d. Institutions UE		Données indisponibles
	e. Suisse		Données indisponibles
	AUTRES AGENCES D'AIDE EXTERIEURE QUI ONT FOURNI DES DONNÉES SUR HAÏTI		
	f. États-Unis d'Amérique		Données indisponibles

✓ Oui ; ■ Partiellement ; ✗ Non.

COMPORTEMENT 3

UTILISER UNE PLATEFORME UNIQUE D'INFORMATION ET DE REDEVABILITÉ MUTUELLE CONSTRUITE AUTOUR D'UN CYCLE DE PLANIFICATION, SUIVI ET APPRENTISSAGE DIRIGÉ PAR LE GOUVERNEMENT IMPLIQUANT LES DIFFÉRENTES PARTIES PRENANTES

INDICATEURS		GOUVERNEMENT	PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT
3.1a	Un mécanisme de révision formelle dirigée par le gouvernement impliquant les différentes parties prenantes existe	★ ★ ★ ☆ ☆	Données indisponibles
	1. Une évaluation nationale est disponible pour l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène (année des dernières évaluations)	✗	
	2. Un mécanisme de révision est en place pour régulièrement évaluer les progrès et ses résultats entraînent des mesures	✓	
	3. Le mécanisme s'appuie sur des preuves pour les prises de décision, y compris la prise en compte d'indicateurs concertés (par exemple, l'accès, les maladies liées à WASH, le financement de WASH)	■	
	4. Partenaires de développement indiquant faire partie d'un exercice d'évaluation mutuelle		
			Données indisponibles
3.1b	Routine monitoring systems provide reliable data to inform decision-making in WASH	★ ☆ ☆ ☆ ☆	
	1. Des données collectées régulièrement sont disponibles sur l'assainissement et l'eau potable	■	
	2. Les informations et les résultats sont accessibles par toutes les parties prenantes (c'est-à-dire que les données sont publiées sous un format utilisable)	✗	
	3. Les données collectées sont utilisées pour motiver les prises de décision (c'est-à-dire que les résultats sont intégrés aux révisions ou systèmes de suivi nationaux et entraînent des mesures)	✗	
	4. Les données sont opportunes, fiables et soutenues par des discussions entre différentes parties prenantes	Données indisponibles	
	5. Le niveau de ventilation permet d'évaluer les inégalités ¹⁶	✗	
	6. Les membres du grand public disposent d'un mécanisme efficace pour déposer des plaintes au sujet des services WASH	■	
3.2a	Les données collectées au travers des programmes de partenariat sont utilisées par les systèmes de suivi nationaux		Données insuffisantes
	1. Les résultats des donateurs sont inclus dans les systèmes de suivi nationaux		■ Water.org ¹⁷ Données indisponibles pour les autres partenaires
	2. Les résultats des ONG et de la société civile sont inclus dans les systèmes de suivi nationaux		
3.2b	APD allouée au renforcement ou à la mise au point (en leur absence) de systèmes de suivi et d'évaluation		Données insuffisantes
	1. Donateurs fournissant l'APD destinée à soutenir le renforcement des systèmes de suivi et d'évaluation ¹⁸		✓ AFD, BID, BMGF, JICA, Suisse ; ■ BMZ, CE, PNUD, UNICEF, USAID Données indisponibles pour les autres partenaires

✓ Oui ; ■ Partiellement ; ✗ Non.

COMPORTEMENT 4

CONSTRUIRE DES STRATÉGIES DE FINANCEMENT DURABLES POUR LE SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT QUI INCLUENT LES DONNÉES FINANCIÈRES ISSUES DE LA FISCALITÉ, DES TARIFS ET DES TRANSFERTS AINSI QUE DES ESTIMATIONS DES DÉPENSES NON TARIFAIRES DES MÉNAGES

INDICATEURS		GOVERNEMENT	PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT
4.1	Données disponibles au sujet de la fiscalité, des tarifs et des transferts et leur contribution au secteur WASH	Données insuffisantes	Données insuffisantes
1.	Les informations sur les budgets et les dépenses du pays sont disponibles (fiscalité et transferts)		
a.	Les budgets WASH sont disponibles auprès des ministères et des institutions du gouvernement	1 ministère sur 3	
b.	Les rapports sur les dépenses WASH du gouvernement sont disponibles	X	
c.	Les données sur les dépenses WASH du gouvernement sont disponibles	X	
i.	Gouvernement central	Données indisponibles	
ii.	Gouvernement de l'État/de la province	Données indisponibles	
iii.	Niveau local	Données indisponibles	
d.	Les rapports sur les dépenses de soutien extérieur sont disponibles	X	
e.	Les données sur les dépenses de soutien extérieur sont disponibles	X	
i.	Transferts publics internationaux (le cas échéant)	Données indisponibles	
ii.	Transferts volontaires (ONG et fondations) (le cas échéant)	Données indisponibles	
2.	Les estimations de revenus des tarifs sont disponibles auprès des fournisseurs de services publics ou d'autres services		
a.	Assainissement	Données indisponibles	
b.	Eau potable	Données indisponibles	
3.	Les données non tarifaires des dépenses des ménages (auto-provisionnement) sont disponibles		
a.	Assainissement	Données indisponibles	
b.	Eau potable	Données indisponibles	
4.	Part des dépenses totales publiée et partagée avec les ministères		
	CINQ PRINCIPALES AGENCES EXTERNES DE SOUTIEN (en termes d'aide pour l'eau et l'assainissement, décaissements 2013–15)		
a.	Banque inter-américaine de développement (BID) Fonds spéciaux		Données indisponibles
b.	Canada		Données indisponibles
c.	Japon		Données indisponibles
d.	Institutions UE		Données indisponibles
e.	Suisse		Données indisponibles
	AUTRES AGENCES D'AIDE EXTERIEURE QUI ONT FOURNI DES DONNÉES SUR HAÏTI		
f.	États-Unis d'Amérique		Données indisponibles
4.2	Un plan de financement existe et définit si l'exploitation et la maintenance de base doivent être couvertes par les tarifs ou les contributions des ménages	★ ☆ ☆ ☆ ☆	
1.	Assainissement en zone urbaine	X	
2.	Assainissement en zone rurale	X	
3.	Eau potable en zone urbaine	■	
4.	Eau potable en zone rurale	■	
4.3a	L'aide des partenaires de développement WASH est a) de trésorerie ou b) budgétaire		Données indisponibles
1.	Donateurs passant par le budget national (ventilé)		Données indisponibles
2.	Pourcentage de donateurs fournissant un soutien cible pour le financement sectoriel		Données indisponibles
3.	Part de l'APD totale liée à l'eau et l'assainissement incluse dans le budget du gouvernement		Données indisponibles
4.	Part de l'APD totale liée à l'eau et l'assainissement qui est véhiculée par la trésorerie		Données indisponibles
5.	Pourcentage d'aide budgétaire sectorielle soutenant les gouvernements (ne ciblant pas de projets spécifiques)		Données indisponibles
	CINQ PRINCIPALES AGENCES EXTERNES DE SOUTIEN (en termes d'aide pour l'eau et l'assainissement, décaissements 2013–15)		
a.	Banque inter-américaine de développement (BID) Fonds spéciaux		Données indisponibles
b.	Canada		Données indisponibles
c.	Japon		Données indisponibles
d.	Institutions UE		Données indisponibles
e.	Suisse		Données indisponibles
	AUTRES AGENCES D'AIDE EXTERIEURE QUI ONT FOURNI DES DONNÉES SUR HAÏTI		
f.	États-Unis d'Amérique		Données indisponibles
6.	Nombre des donateurs faisant l'utilisation de financement commun ¹⁹		2 donateurs ²⁰
7.	Nombre des donateurs fournissant un soutien budgétaire général		3 donateurs ²¹
4.3b	Le financement WASH est prévisible	★ ★ ★ ☆ ☆	Données insuffisantes
1.	Financements engagés par rapport aux financements distribués au cours des trois derniers exercices fiscaux	<u>Absorption des fonds nationaux</u> Assainissement urbain et rural, eau potable urbaine et rurale Plus de 75%	<u>Absorption des fonds externes</u> Assainissement urbain et rural, eau potable urbaine et rurale Plus de 75%
2.	Donateurs engagés dans des financements pluriannuels (trois ans ou plus) dans le cadre d'un plan ou d'une stratégie d'investissement pluriannuelle ²²		✓ AFD, BMGF, BID, BMZ, JICA, Suisse, PNUD, UNICEF, USAID ; X BM, CE Données indisponibles pour les autres donateurs

✓ Oui ; ■ Partiellement ; X Non.

COMPORTEMENT 1

- Un plan définit des objectifs à atteindre et fournit des détails sur la mise en œuvre (en s'appuyant sur des politiques lorsqu'elles existent). Il indique comment l'entité responsable répondra aux exigences d'organisation, aux types de formation et aux évolutions qui seront apportées et l'allocation budgétaire, etc.
- Score cumulé des sous-indicateurs. Le niveau de réalisation est basé sur le score divisé par le total possible. Quatre-vingts pour cent et plus ($\geq 80\%$) correspond à cinq étoiles ; de soixante (60%) à moins de quatre-vingts pour cent ($< 80\%$) quatre étoiles ; de quarante (40%) à moins de soixante pour cent ($< 60\%$) trois étoiles ; de vingt (20%) à moins de quarante pour cent ($< 40\%$) deux étoiles et moins de vingt pour cent ($< 20\%$) une étoile.
- Atteindre les groupes vulnérables: des mesures spécifiques existent pour les « populations pauvres » (enquête pays GLAAS 2016/2017).
- Les partenaires de développement incluent la société civile, les organisations non gouvernementales, les donateurs et les autres parties impliquées dans la mise en place de l'aide.
- La réponse pays indique qu'environ 3 à 10 partenaires sont actifs et participent à la plateforme de coordination nationale (Enquête pays GLAAS 2016/2017 pour Haïti).
- Source: <https://www.internationalhealthpartnership.net/fr/partenaires-ihp/haïti/>
- Le pourcentage et le montant total indiqués sont basés sur le décaissement moyen annuel de 2013 à 2015; Source: OCDE-CAD, 2016.

COMPORTEMENT 2

- Les dimensions 1 à 3 et 6 correspondent à des scores PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability), basés sur une échelle de mesure de A à D. (<https://pefa.org/content/pefa-framework>).
- Les dimensions 4 et 5 correspondent à des scores EPIP (Évaluation des politiques et des institutions des pays), basés sur une échelle de mesure de 1.0 à 6.0.
- La qualité des informations de gestion budgétaire et financière évalue la mesure dans laquelle existe un budget exhaustif et crédible associé aux priorités politiques, aux systèmes de gestion financière efficace, et à la publication opportune et précise des données comptables et fiscales, y compris la publication opportune des comptes publics audités. Source : <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=country-policy-and-institutional-assessment>, données 2015.
- La gestion du secteur public et le groupe thématique (cluster) des institutions incluent la gouvernance fondée sur les droits et règles de propriété, la qualité de la gestion budgétaire et financière, l'efficacité de la mobilisation des revenus, la qualité de l'administration publique et la transparence, la redevabilité et la corruption du secteur public. Source : <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=country-policy-and-institutional-assessment>, données 2015.
- Les dimensions 1 à 4 correspondent à des scores PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability) et sont basés sur une échelle de mesure de A à D (<https://pefa.org/content/pefa-framework>).
- Les données pour cet indicateur ne sont actuellement pas collectées au niveau mondial.

COMPORTEMENT 3

- Les inégalités sont évaluées pour les "populations pauvres" (en ce qui concerne l'accès à l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène) (enquête pays GLAAS 2016/2017).
- L'enquête de la Banque mondiale ESA GLAAS 2011/2017 indique que tous les investissements et résultats de la Banque mondiale sont dans le domaine public.
- Les données de cet indicateur ne sont pas spécifiques au pays. Source: ESA GLAAS 2016/2017. L'enquête pose la question de savoir si le suivi et l'évaluation sont une priorité pour la stratégie WASH de l'ESA et/ou les activités du secteur WASH.

COMPORTEMENT 4

- Les financements communs ont pour objectif de réduire les coûts de transaction de l'aide pour les bénéficiaires en canalisant l'aide de multiples donateurs au travers d'un seul instrument (par exemple un fonds commun ou un panier de fonds).
- Enquête GLAAS 2013/2014 ESA. Les donateurs ont indiqué utiliser des mécanismes de financement commun (Commission Européenne, Suède et Banque Mondiale)-cependant il n'y a pas d'information spécifique sur les pays.
- OECD CAD, codes-objet 51010. Les deux donateurs sont: Institutions UE et FMI (Concessional Trust Funds).
- Cela peut inclure des plans d'investissement sectoriels et des cadres de dépenses à moyen terme. Les données pour cet indicateur ne sont pas spécifiques au pays. Source: enquête ESA GLAAS 2016/2017.

Contexte des profils pays sur les comportements collaboratifs de SWA

L'OMS, à travers l'initiative ONU-Eau L'analyse et l'évaluation mondiales sur l'assainissement et l'eau potable (GLAAS), mène le suivi des comportements.

Afin d'éviter du travail supplémentaire dans les pays, SWA utilise pour les profils pays les initiatives de suivi et les sources de données déjà existantes. Les informations des profils pays sont tirées des plus récentes sources de données comme : GLAAS, OCDE-CAD, EPIP et PEFA. Alors que ces sources fournissent une quantité de données importantes sur les indicateurs, certaines informations ne sont pas disponibles pour tous les pays partenaires.

Ces profils pays ont été développés par les partenaires de SWA, dont les représentants des pays, des agences de soutien extérieures (y compris les bailleurs de fonds et les organisations multilatérales), de la société civile et des organisations de recherche & d'enseignement. La liste complète des partenaires est disponible sur : <http://sanitationandwaterforall.org/about/partners/>

Pour plus d'informations, contactez : glaas@who.int ou info@sanitationandwaterforall.org